

## HONGRIE

L'activité économique continue de se redresser, principalement grâce à la formation de stocks et la demande extérieure. La croissance devrait s'accélérer, soutenue par des exportations dynamiques et une amélioration progressive de la demande intérieure. L'inflation est prévue de se modérer pour se rapprocher de l'objectif à moyen de la banque centrale, une fois que les effets de la hausse des cours mondiaux des matières premières se seront dissipés.

Le démantèlement du deuxième pilier du système de retraite va se traduire par une amélioration spectaculaire, mais ponctuelle, du solde des administrations publiques en 2011, malgré un assouplissement de la politique budgétaire prenant la forme de réductions d'impôts et de dépassements de dépenses. La publication d'un programme énonçant les principaux objectifs des réformes structurelles constitue un pas dans la bonne direction. Il importe désormais de mettre en œuvre des mesures structurelles crédibles destinées à assainir les finances publiques afin de renforcer la confiance des marchés et de préparer la voie à une croissance solide.

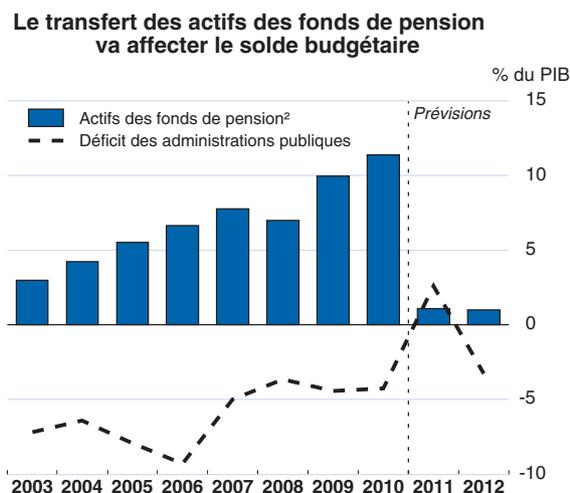
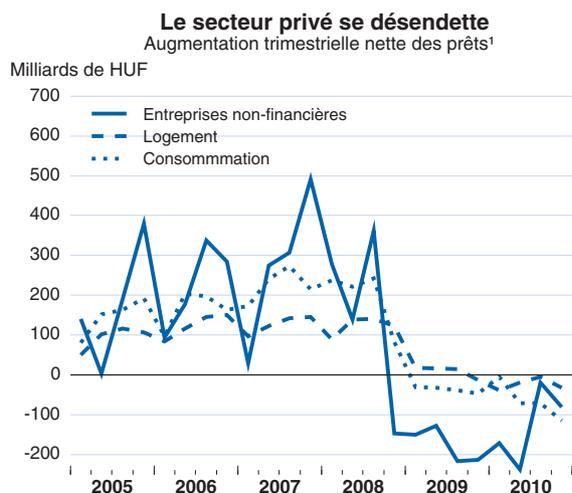
### L'économie se redresse lentement

L'activité s'est lentement raffermie, mais la faiblesse de la demande intérieure finale pèse sur l'économie. La production industrielle a progressé vigoureusement, grâce aux très bons résultats du secteur exportateur, et les indices de confiance des entreprises suggèrent que l'expansion de la production va encore s'accroître. En revanche, la confiance des consommateurs s'est dégradée depuis la fin de 2010 et l'activité de construction est déprimée.

### Le marché du travail manque de dynamisme

La hausse du taux de chômage n'est pas encore enrayée, les pertes d'emplois ayant été plus nombreuses que les cessations d'activité au cours de la période récente. Un vaste programme de travaux publics

## Hongrie



1. Prêts accordés par les banques, les succursales à l'étranger, les coopératives de crédit et d'autres intermédiaires financiers. Montants des encours non corrigés des variations saisonnières avec un ajustement glissant du taux de change.
2. Valeur de marché des fonds de pension obligatoires à fin d'année. Estimation de l'OCDE pour 2011 et 2012.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89 ; Magyar Nemzeti Bank et Autorité hongroise de surveillance financière.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932431844>

## Hongrie : Demande, production et prix

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards de HUF	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	25 548.3	0.6	-6.5	1.0	2.7	3.1
Consommation privée	13 695.3	0.4	-7.9	-2.1	1.6	2.1
Consommation publique	5 390.1	1.0	-0.1	-1.7	-2.6	-0.2
Formation brute de capital fixe	5 408.3	2.9	-8.0	-5.6	0.6	2.9
Demande intérieure finale	24 493.7	1.1	-6.2	-2.7	0.4	1.8
Variation des stocks <sup>1</sup>	765.5	-0.2	-4.7	1.6	1.0	0.0
Demande intérieure totale	25 259.2	0.8	-10.8	-1.1	0.8	1.7
Exportations de biens et services	20 459.6	5.7	-9.6	14.1	9.1	10.5
Importations de biens et services	20 170.5	5.8	-14.6	12.0	8.0	9.8
Exportations nettes <sup>1</sup>	289.1	0.0	4.0	2.2	1.6	1.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.3	4.7	2.8	3.9	3.2
Indice des prix à la consommation	—	6.0	4.2	4.9	4.0	3.3
Déflateur de la consommation privée	—	5.4	4.1	5.0	4.6	3.2
Taux de chômage	—	7.9	10.1	11.2	11.5	11.0
Solde de l'administration publique <sup>2</sup>	—	-3.6	-4.4	-4.2	2.6	-3.3
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	—	-7.2	0.5	2.1	2.7	1.8

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932433098>

visant les chômeurs de longue durée a été remplacé par un nouveau programme assorti de critères d'éligibilité plus rigoureux, mais le nombre total de participants n'a pas atteint jusqu'ici les niveaux observés précédemment.

### La situation budgétaire sous-jacente reste faible

La situation budgétaire semble se dégrader depuis le début de 2011. À la fin du premier trimestre, le déficit de trésorerie cumulé (hors collectivités locales) dépassait déjà l'objectif officiel de 2.4 % du PIB en année pleine, mais les taxes temporaires imposées sur certains secteurs devraient permettre de limiter l'ampleur du déficit. En outre, le démantèlement du second pilier du système de retraite se traduira par des rentrées importantes mais ponctuelles de l'ordre de 9 % du PIB, si bien que le solde des administrations publiques sera excédentaire en 2011 sur la base des engagements. Cependant, étant donné qu'une partie des actifs provenant du second pilier du système de retraite seront utilisés pour financer des dépenses courantes alors que des engagements au titre des retraites ont été transférés aux administrations publiques, la soutenabilité à long terme des finances publiques s'est détériorée. La reprise de la dette des sociétés de transports publics par l'État et le rachat de certains projets réalisés en partenariat public-privé limiteront l'excédent cette année, de façon ponctuelle également.

**L'assainissement prévu des finances publiques...**

Le solde budgétaire devrait redevenir déficitaire en 2012 du fait de la disparition des effets ponctuels décrits ci-dessus et d'une baisse supplémentaire des recettes imputable à l'adoption d'un impôt sur le revenu des personnes physiques à taux unique. Les autorités ont pris récemment des mesures bienvenues pour assainir la situation budgétaire. Un fonds de stabilité financé par des économies sur les dépenses courantes devrait réduire le risque de dépassement de l'objectif de déficit de trésorerie pour 2011. Par ailleurs, un programme de réformes structurelles devant se traduire par des économies de 2.9 % du PIB en 2012 et 2013 a été présenté, mais les détails des mesures envisagées et les dispositions législatives correspondantes ne sont pas encore arrêtés. Il est absolument indispensable que ces deux initiatives soient mises en œuvre de façon crédible afin d'améliorer la soutenabilité des finances publiques.

**... atténuera la pression sur la politique monétaire**

La politique monétaire a été confrontée à des primes de risque élevées, à l'instabilité du taux de change et à une révision à la baisse de la notation des emprunts souverains. Un assainissement budgétaire crédible permettrait de calmer les inquiétudes des marchés financiers. Le taux directeur a été relevé de 75 points de base, à 6 %. Compte tenu de la sous-utilisation importante des capacités, le taux d'inflation devrait revenir vers la cible de la banque centrale de 3 %.

**L'activité devrait se raffermir progressivement**

La croissance est projetée de s'accélérer pour atteindre environ 3 % en 2012, sous l'impulsion surtout des exportations et d'un raffermissement progressif de la demande intérieure. L'assainissement budgétaire, des conditions de crédit rigoureuses, la poursuite du désendettement du secteur privé et une augmentation de l'épargne de précaution des ménages auront pour effet de restreindre le rythme de l'expansion, mais ces effets pourraient être en partie atténués par une baisse des primes de risque.

**Les risques sont équilibrés, mais dépendent surtout de la mise en œuvre des politiques économiques**

La principale menace qui pèse sur la stabilité du taux de change et de flux nets de capitaux serait que l'assainissement des finances publiques et les réformes structurelles ne soient pas mis en œuvre comme prévu. En revanche, si le gouvernement respecte scrupuleusement ses engagements budgétaires, met un terme plus tôt que prévu aux taxes temporaires et évite d'affaiblir les institutions indépendantes, les résultats pourraient être plus favorables que prévu, grâce à un raffermissement de la confiance des investisseurs locaux aussi bien qu'étrangers.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2011-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2011), « Hongrie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2011-1-21-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-21-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).